

Café à thème du Puits d'hiver Les idées fausses de la pauvreté

Samedi 19 septembre 2020
Salle Marie Noël, Maison Diocésaine, Auxerre

Intervenants :

Françoise Leclerc du Sablon, ATD Quart-Monde

Marie-Aleth Butin, Puits d'hiver

Jean-Christophe Sarrot, Journaliste, Réseau Emploi d'ATD Quart-Monde, Co-Auteur de « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté »

Les intervenants ont invité les participants à réfléchir, selon une méthodologie participative, sur différentes causes et conséquences de la pauvreté, sur les idées fausses sur la pauvreté, ainsi que sur ses dimensions cachées.

Résumé des idées principales présentées et débattues

Causes et conséquences de la pauvreté

Pendant la première partie de la réunion, les participants ont identifié différentes causes de la pauvreté et ses conséquences. Il est rapidement apparu que la pauvreté peut en fait être décrite comme un cycle complexe dans lequel chaque cause est aussi une conséquence et chaque conséquence peut devenir une cause de pauvreté. La discussion a révélé des dimensions et des conséquences cachées de la pauvreté soulignant que la pauvreté ne résulte pas de la volonté des personnes qui la subissent, rejetant ainsi l'idée que la pauvreté peut être résolue facilement et rapidement. La citation devenue tristement célèbre d'un politicien discutant avec un jeune horticulteur au chômage : « je traverse la rue et je vous en trouve [du travail] je veux simplement des gens qui sont prêts à travailler ». Cet échange illustrant l'une des idées fausses sur la pauvreté et le chômage : les gens qui ne trouvent pas de travail sont ceux qui ne veulent pas vraiment travailler, car, pourtant il est simple de trouver du travail si on est prêt à être formé. La vérité et le vécu des personnes vivant dans la pauvreté est tout autre. L'expérience d'ATD Quart-Monde dont le but est de mettre fin à l'extrême pauvreté, aspire à changer ce qui doit être changé dans la société et à le faire avec les personnes concernées car tout ce qui a été tenté auparavant n'a pas fonctionné.

Cependant des propositions nouvelles et innovantes prometteuses existent telles que les écoles de production ¹. Cette expérience sera commentée plus tard dans la discussion.

De même, une loi adoptée le 16 septembre 2020 par l'Assemblée nationale permettra d'étendre le dispositif « Territoire zéro chômeur de longue durée » ² (voir également la note complémentaire « i » en fin de document ¹).

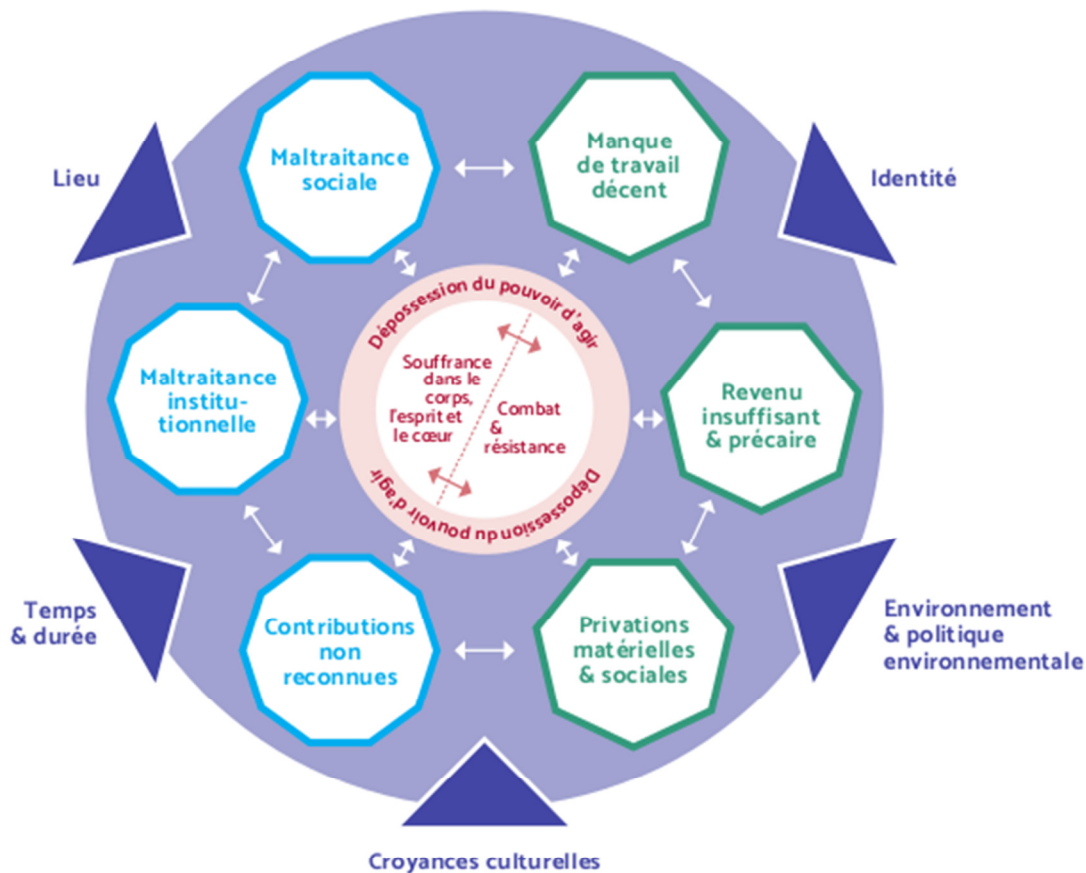
En se basant sur la méthodologie du croisement des savoirs et des pratiques d'ATD-Quart Monde ³, (voir également la note complémentaire « ii » en fin de document) ⁱⁱ une étude menée par

¹ « Zéro jeune : ECCOFOR, une école de production pour la réussite de tous » Claude Chevassu, Annie Millot, Jean-Yves Millot, Denis Gendre, Éditions Quart-Monde, 9 janvier 2020

² <https://www.vie-publique.fr/loi/275990-loi-extension-experimentation-territoire-zero-chomeur-insertion-iae>

³ <https://www.atd-quartmonde.org/nos-actions/penser-agir-ensemble/croisement-des-savoirs/>

L'Université d'Oxford et ATD-Quart-Monde a travaillé durant trois ans pour déterminer un ensemble de dimensions permettant de définir la pauvreté⁴. Les dimensions de la pauvreté identifiées par l'étude sont :



Graphique tiré de ATD : Les neuf dimensions de la pauvreté. <https://www.atd-quartmonde.fr/neuf-dimensions-de-la-pauvrete-2/> Voir également la présentation résumée que propose le site d'ATD en note complémentaire« iii » en fin de document.ⁱⁱⁱ

Les participants et les intervenants ont partagé plusieurs exemples vécus illustrant chacune de ces dimensions y compris celle de la jeune Priscilla qui a déclaré : « Nous les pauvres nous sommes un sous-peuple », ou la mère de famille ayant dû refuser une formation pouvant mener à un nouvel emploi pour ne pas rater la visite périodique à ses enfants. Cette même jeune personne racontait comment elle préférerait ne pas faire ses devoirs de classe du tout plutôt que de risquer que ses professeurs se rendent compte que quelquefois elle ne pouvait pas les faire par manque d'électricité chez elle. Un participant, ancien employé des postes, a raconté comment le fait d'avoir aidé une personne à remplir un formulaire lui a valu les remontrances de son chef ; une autre

Le « Croisement des savoirs » est une dynamique permettant de créer les conditions pour que le savoir issu de l'expérience de vie des personnes qui connaissent la pauvreté puisse dialoguer avec les savoirs scientifiques et professionnels. Ces différents savoirs produisent une connaissance et des méthodes d'actions plus complètes et inclusives... (suite en note de fin de document)

⁴Pour en savoir plus sur l'étude, voir le lien suivant : <https://www.atd-quartmonde.fr/une-etude-internationale-pour-mieux-comprendre-la-pauvrete/>

personne s'est souvenue du cas d'une personne préférant ne pas apprendre à lire plutôt que de se faire rejeter par son cercle social.

Les participants et intervenants se sont accordés pour dire qu'il est important d'éviter de faire une lecture hâtive des situations de pauvreté sans écouter le point de vue des intéressés, leurs motifs pour agir, ou pas; la pauvreté constitue un ensemble complexe de causes et de conséquences qui doit être étudiée avec les concernés pour la recherche des solutions adaptées à chaque individu, à chaque famille.

Les idées fausses sur les personnes pauvres et la pauvreté

Pendant la seconde partie de la réunion, les participants et les intervenants ont discuté des fausses idées sur la pauvreté les plus couramment mentionnées, mais aussi des pistes de solution et de changement. Voici quelques-unes de leurs interventions résumées :

Fausse idée :

- **Le RSA est la prestation la plus fraudée.** En réalité la fraude au RSA a baissé de 170 millions d'Euros en 2018 à 150 millions en 2019. Le RSA est déjà très contrôlé et les contrôles vont encore augmenter alors que par exemple la fraude fiscale sera de moins en moins contrôlée. Il est également frappant d'apprendre que le montant correspondant à la non-réclamation ou au non-recours aux droits aux prestations sociales par les individus est cinq fois plus élevé que le montant total des fraudes à ces mêmes prestations.

- **La protection sociale française est la plus chère au monde.** Cette idée fautive est largement répandue dans la presse (voire entre autres Atlantico⁵). En réalité la méthodologie de décompte des dépenses est différente en France car entre autres, elle comprend des rubriques non incluses dans d'autres pays comme la Suède (NDLR : le journal La tribune reconnaît également que la protection sociale marche⁶).

- **L'emploi précaire est un tremplin vers un emploi plus stable.** Malheureusement cette idée risque de devenir encore plus fautive suite à la crise de la COVID 19. Les emplois risquent de se précariser davantage avec des salaires de moins en moins décentes.

- **Un emploi précaire vaut mieux que pas d'emploi du tout.** Il est vrai qu'un emploi même précaire ré-introduit une personne dans le monde du travail et lui permettra en principe d'identifier de nouvelles opportunités. Cependant un emploi par exemple de 3 mois sans garantie d'extension alors que la personne a des enfants à charge représente un risque élevé. Rappelons qu'une personne qui prend un emploi précaire et dont le contrat n'est pas renouvelé mettra plus de 3 mois à obtenir la reprise des versements des prestations. Ceci représente souvent un risque inacceptable pour des personnes ayant des enfants à charge.

- **Il y a 300 000 offres d'emploi proposées à Pôle Emploi que les chômeurs pourraient saisir après une formation mais ils ne veulent pas.** En réalité il n'y a que 30 000 offres à temps plein. Souvent certains décideurs politiques veulent faire croire que n'importe quel chômeur pourrait se reconvertir facilement, par exemple en aide-soignant en EHPAD. En réalité le niveau de formation scolaire ou académique limite les possibilités de formation et de reconversion de beaucoup de personnes. Une participante a partagé l'exemple de l'usine Stypen dont les employées ayant pourtant de longues années d'expérience ont eu d'énormes difficultés à se reconvertir. De

⁵<https://www.atlantico.fr/decryptage/3242263/selon-l-organisation-internationale-du-travail-la-protection-sociale-francaise-est-la-plus-chere-du-monde>. Malheureusement l'ONU répand aussi cette fautive idée, ainsi que des personnalités politiques (voir déclaration d'Emmanuel Macron du 13 juin 2018 : ...un pognon de dingue dans les minima sociaux... »)

⁶<https://www.latribune.fr/economie/france/la-france-championne-du-monde-des-depenses-de-protection-sociale-et-ca-marche-782670.html>

même, beaucoup de ces offres concernent des emplois avec pénibilité élevée et ne sont pas adaptés à nombre de demandeurs d'emploi.

- **Les pauvres font des enfants pour toucher les allocations familiales.** ATD observe qu'en réalité lorsqu'on est pauvre, plus on a d'enfants, plus on s'appauvrit. D'une part les dépenses liées à l'enfant « additionnel » sont plus élevées que les 150 Euros accordés à la famille. D'autre part, ATD rapporte que le taux de pauvreté des familles de plus de 4 enfants est supérieur à celui des familles de 3 enfants. Enfin, selon ATD, les statistiques montrent que les très pauvres n'ont pas plus d'enfants que les cadres supérieurs.

- **Les réfugiés viennent en France pour bénéficier gratuitement des prestations sociales et pour se faire soigner gratuitement.** D'une part il y a certainement des abus mais la santé est parmi les prestations les plus surveillées. Il est aussi vrai que les réfugiés se retrouvent dans des situations très difficiles en France qui affectent leur santé et celle de leur famille nécessitant des soins. D'autre part, les réfugiés ne sont pas assez bien accueillis en France pour donner lieu à ce genre de calculs. Rappelons qu'un étranger doit attendre 5 ans avant d'espérer toucher le RSA.

- **Un chômeur de longue durée reçoit 18 000 Euros par an: c'est un encouragement à ne pas chercher d'emploi.** En réalité ce chiffre est une estimation du coût potentiel d'un chômeur de longue durée comprenant par exemple les dépenses de santé. Un chômeur de longue durée reçoit un maximum de 6 000 Euros par an.

Pour finaliser le Café du Puits d'hiver, Françoise Leclerc du Sablon a partagé les progrès effectués dans la mise en place des projets d'École de Production de Toucy et de Tonnerre dans le cadre de l'initiative Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD).

Toucy :

Le projet avance avec le soutien du maire de Treigny-Perreuse-Sainte Colombe, M. Paulo Da Silva Moreira. Françoise a expliqué que la première étape importante dans ces projets TZCLD consiste à obtenir le statut de « projet émergent »⁷. Cet été 2020 une association a été établie afin de préparer le projet « Territoire Zéro Chômeurs ».

Tonnerre :

Le projet a également bien avancé grâce à l'appui de l'ancienne Maire de Tonnerre et de son équipe. Très récemment la nouvelle équipe municipale a manifesté son intention d'appuyer le projet. Le projet a identifié un lieu potentiel pour l'école de production, l'école maternelle des prés-hauts.

A Tonnerre et à Toucy, comme pour tout projet d'École de Production, l'initiative a besoin de bénévoles, d'associations partenaires, de l'appui des collectivités et surtout d'entreprises qui veulent s'engager dans la réinsertion des chômeurs de longue durée.

Note préparée par Ray Virgilio. Torres et Delphine Torres-Tailfer

⁷Être reconnu comme projet émergent par le conseil d'administration de l'association TZCLD permet de bénéficier du Centre de ressources et de développement de TZCLD (voir encadré), notamment d'accéder à l'offre de formation et aux outils pédagogiques. Grâce au recensement des différents projets, l'association TZCLD adapte son accompagnement aux besoins locaux et renforce son travail de capitalisation. (source à consulter : <https://www.tzclld.fr/devenir-projet-emergent/>)

La loi du 16 septembre 2020 (tiré du Du site vie publique.fr : Ce dispositif est issu d'une initiative d'ATD Quart-Monde. Créée par une loi du 29 février 2016, il est expérimenté depuis 2017 dans 10 territoires, sélectionnés pour embaucher des chômeurs privés depuis longtemps de travail. Ces personnes sont employées en contrat à durée indéterminée (CDI) par des entreprises de l'économie sociale et solidaire dites entreprises à but d'emploi (EBE), pour des activités non couvertes par le secteur privé des bassins d'emploi concernés (recycleries, épiceries ou garages solidaires...). Leur salaire est financé par une réaffectation des montants liés aux coûts du chômage (indemnités, RSA, autres minimas sociaux...).

L'expérimentation était prévue au départ pour cinq ans. Elle a déjà bénéficié à plus d'un millier d'ex-chômeurs. Le texte propose de la prolonger pour cinq ans supplémentaires. Il prévoit également de l'étendre progressivement à de nouveaux territoires, comme l'ont préconisé fin 2019 deux rapports. Sur amendement des députés et amendement du gouvernement, **l'extension concernera 50 nouveaux territoires** (contre les 30 prévus dans le texte initial), en plus des 10 existants.

Le financement du dispositif est assuré par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, dont le rôle est étendu. De plus, outre l'État, **les départements devront désormais obligatoirement participer au financement du fonds**. Comme auparavant, les autres collectivités locales et les organismes publics et privés des bassins d'emploi sélectionnés pourront contribuer volontairement.

Le texte initial prévoyait, en outre, d'expérimenter dans des collectivités locales volontaires un "**CDI renforcé**" pour les publics les plus éloignés de l'emploi (jeunes de moins de 30 ans et demandeurs d'emploi fragilisés, chômeurs de longue durée, allocataires du RSA). Au début du contrat, pendant la période de formation ou de tutorat du salarié, il était prévu que l'employeur perçoive une allocation mensuelle de Pôle emploi. Toutefois, ce CDI expérimental a été supprimé par les députés, en accord avec le gouvernement pour qui ce nouveau contrat peut être testé sans une loi.

ii

Le « Croisement des savoirs » est une dynamique permettant de créer les conditions pour que le savoir issu de l'expérience de vie des personnes qui connaissent la pauvreté puisse dialoguer avec les savoirs scientifiques et professionnels. Ces différents savoirs produisent une connaissance et des méthodes d'actions plus complètes et inclusives.

Le Croisement des savoirs, mis en œuvre dans de nombreux pays, s'inscrit dans des domaines très divers : santé, travail social, éducation, sciences humaines et sociales, etc.

La démarche est fondée sur une méthodologie rigoureuse et expérimentée depuis des années formalisée dans le livre *Le croisement des savoirs et des pratiques – Quand des personnes en situation de pauvreté, des universitaires et des professionnels pensent et se forment ensemble* (Éditions de l'Atelier, Éditions Quart Monde, réédition 2008).

Elle a déclenché une sorte de « big-bang », puisqu'un nombre croissant d'initiatives, de rencontres, d'interventions, de co-formations, de recherches-actions et de publications sous des formes les plus diverses (livres, articles de revues et de journaux, thèses, etc.) développent cette méthode ou s'en inspirent.

iii

La recherche internationale sur les « dimensions de la pauvreté » a mis en avant l'interaction entre neuf dimensions de la pauvreté. Les trois premières ont été exprimées très fortement par les personnes en situation de pauvreté dans les six pays, mais elles sont encore peu comprises par la société et pas suffisamment prises en compte dans les indicateurs de pauvreté actuels. Trois dépendent ensuite des dynamiques relationnelles et les trois dernières sont plus classiques et renvoient à un manque de ressources, monétaires, matérielles et sociales.

Le cœur de l'expérience

Dépossession du pouvoir d'agir. La pauvreté entraîne un manque de contrôle sur sa propre vie. Les personnes en situation de pauvreté n'ont souvent pas leur mot à dire dans les décisions prises à leur place par des personnes qui ont autorité sur elles.

« La pauvreté, c'est comme une toile qui t'engluie, dont tu ne peux jamais t'échapper. » (Militant Quart Monde, Royaume-Uni.)

Souffrance dans le corps, l'esprit et le cœur. Vivre dans la pauvreté, c'est vivre des souffrances physiques, mentales et émotionnelles intenses, accompagnées d'un sentiment d'impuissance à y faire quoi que ce soit.

« Tu ne peux pas t'endormir : tu penses 'qu'est-ce que je peux faire ? Qu'est-ce que je vais donner à manger à mes enfants ?' Tu te sens très mal, ça te fait mal à l'intérieur.» (Militant Quart Monde, Bolivie.)

Combat et résistance Il y a un combat continu pour survivre, mais la créativité des personnes en situation de pauvreté leur permet de répondre aux besoins fondamentaux de manière inventive, tout en acquérant de nouvelles compétences.

« Quand j'ai de vieux vêtements, j'en fais de nouveaux. Quand on n'a rien à manger, je fais des gâteaux avec ce que j'ai. Je fais pousser mes propres légumes. On se débrouille. » (Militant Quart Monde, France.)

Dynamiques relationnelles

Maltraitance institutionnelle. Les institutions, publiques et privées, de par leurs actions ou leur inaction, se montrent souvent incapables de répondre de manière appropriée et respectueuse aux besoins et à la situation des personnes en situation de pauvreté, ce qui les conduit à les ignorer, à les humilier et à leur nuire.

“Le système d'aide sociale n'est pas conçu pour vous permettre d'en sortir. Il vous maintient constamment la tête sous l'eau. Il vous met dans cette situation et vous reproche d'y être. C'est parfois comme si vous deviez sortir de la pauvreté par effraction.” (Militant Quart Monde, États-Unis.)

Maltraitance sociale. Le comportement du public envers les personnes en situation de pauvreté se caractérise par des jugements négatifs préjudiciables, la stigmatisation et le blâme. Les personnes vivant dans la pauvreté sont souvent ignorées ou exclues.

“Ici, aux États-Unis, qui vous êtes est défini par ce que vous possédez. Quand vous n'avez pas grand-chose, vous n'êtes pas grand-chose. Et alors, on considère que vous n'avez pas votre place dans la société.” (Militant Quart Monde, États-Unis.)

Contributions non reconnues. Les connaissances et les compétences des personnes vivant dans la pauvreté sont rarement vues, reconnues ou valorisées. Individuellement et collectivement, ces personnes sont souvent présumées incompétentes, à tort.

“Nous avons de sérieuses compétences pour gagner de l'argent, nous savons tricoter, nous savons faire tant de choses, comme recycler, mais personne n'accorde de valeur à ces compétences. Personne ne dit vraiment : 'ils font un effort.' Tout cela est rendu invisible.” (Militante Quart Monde, Bolivie.)

Les privations

Manque de travail décent. Les personnes vivant dans la pauvreté ont rarement accès à un travail équitablement rémunéré, sûr, stable, réglementé et digne.

“Nous sommes surmenées, mais nous sommes sous-payées. La plupart des femmes qui travaillent dans la carrière se réveillent généralement à 5h du matin et travaillent de 6h à 16h. A la fin de la journée, elles sont payées entre 2000 et 5000 shillings tanzaniens (environ 0,78 à 1,95 euros). » (Militante Quart Monde, Tanzanie.)

Revenu insuffisant et précaire. Cette dimension se réfère au fait d’avoir trop peu de revenus pour pouvoir subvenir aux besoins de base et aux obligations sociales, pour maintenir l’harmonie au sein de la famille et vivre dans de bonnes conditions.

“Quand nous n’avons pas d’argent, nous devons chercher de la nourriture dans la forêt. Parfois, nous mangions des feuilles et des racines, sans savoir si elles étaient sans danger pour notre santé.” (Militant Quart Monde, Tanzanie.)

Privations matérielles et sociales. Cela caractérise le manque d’accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante, à des vêtements adéquats, à des logements de qualité avec de bonnes installations sanitaires, de l’eau propre et un approvisionnement énergétique fiable, à une éducation non-discriminatoire dans des écoles bien équipées, à des soins de santé accessibles et efficaces, à des transports publics qui fonctionnent et à des environnements non dangereux.

“Ne pas avoir de vêtements chauds pour l’hiver. De mauvaises odeurs venant des habits qui ne peuvent pas sécher dehors, dans une hutte en mauvais état, mal ventilée. Nous avons toujours faim. Nous avons toujours les pieds sales parce que nous n’avons pas de chaussures.” (Militants Quart Monde, Bangladesh.)